

LA CRISE GRECQUE

Des eurodéputés appellent à un plan de relance en Grèce

Socialistes et libéraux plaident pour un projet comportant un volet sur la croissance

Bruxelles
Bureau européen

Dans une Union européenne (UE) en plein trouble, les eurodéputés mesurent les limites des changements engendrés par le traité de Lisbonne, censés leur donner plus de pouvoirs. Ils constatent en réalité la faiblesse de ces derniers lorsque de grands Etats sont seuls à la manœuvre.

Des groupes politiques du Parlement croient toutefois encore possible de faire pression pour faire en sorte que les plans d'aide à Athènes soient complétés d'un volet portant sur la croissance. « Sans cela, il n'y aura jamais de relance en Grèce », déclare au Monde Martin Schulz, président du groupe socialiste. Il va donc rechercher une majorité pour faire adopter dans une dizaine de jours, avant le prochain sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du 9 décembre, un projet aux allures de plan Marshall destiné à sortir la Grèce de sa spirale infernale. A charge pour la Commission de le relayer et de le défendre devant le Conseil.

Daniel Cohn-Bendit, coprésident du groupe des Verts, énumère ce que devrait envisager ce texte. « Un volet énergétique afin de réduire la dépendance du pays au pétrole, qui couvre 80 % de ses besoins. Une modernisation des infrastructures, destinée notamment à favoriser un tourisme soutenable. Une rénovation du patrimoine culturel. Une refonte à visée écologique du secteur agricole : sait-on, par exemple, que 70 % des olives grecques sont manufacturées en Italie ? » Le député Vert ajoute plusieurs chapitres : la lutte contre l'évasion fiscale, les limitations des dépenses de défense, qui absorbent aujourd'hui 4 % du PIB grec – un record européen –, l'instauration d'une véritable politique de l'impôt foncier, etc.

Le groupe libéral et démocrate est susceptible de se rallier à cette initiative. Il a élaboré son propre projet, baptisé Reset Greece, qui plaide pour une meilleure utilisation des fonds européens, l'affectation d'une partie du produit des privatisations à des investisse-

ments, lesquels bénéficieraient d'une garantie européenne. « Nous insistons depuis des mois auprès de la Commission pour qu'elle réoriente son action, beaucoup trop limitée », assure Guy Verhofstadt, le président de l'Alliance des démocrates et libéraux.

« Bonne conscience »

Membre du groupe du Parti populaire européen, la force dominante à Strasbourg, Jean-Paul Gauzès ne cache pas un certain scepticisme. « Le Parlement peut certes voter de nouvelles résolutions et se donner bonne conscience, et après ? », s'interroge l'élu de Seine-Maritime. « La dette grecque restera très élevée, quoi que l'on fasse. Je ne suis évidemment pas hostile à l'idée de donner de l'espoir à ce pays, comme le disent mes amis de gauche, mais on ne construit pas une maison sur des nénuphars », ironise-t-il. La solution ? « Placer véritablement le pays sous protection pour le préserver des agences de notation, des variations de taux d'intérêt et de la pression quotidienne qui s'exerce sur lui. »

« On ne parviendra pas à stabiliser ce pays avec un programme qui ne se base que sur l'assainissement budgétaire », réplique Daniel Cohn-Bendit. La rigueur est décidée, mais elle ne sera acceptée par les Grecs quesi on leur trace une perspective. »

Guy Verhofstadt souligne une autre nécessité : si elle veut s'en sortir, l'Europe communautaire elle-même doit « faire exactement l'inverse de ce qu'elle fait depuis des années ». C'est-à-dire « bâtir une Union fiscale et économique capable de gérer la zone euro de manière efficace et démocratique ». Sans oublier le principe, défendu aussi par Martin Schulz et Daniel Cohn-Bendit, du lancement d'euro-obligations destinées à soutenir la relance.

« Imposer plus d'intégration ? Fondamentalement, mes collègues n'ont peut-être pas tort, mais le problème est que les opinions publiques semblent, en ce moment, davantage tentées par le populisme que par le fédéralisme », tempère Jean-Paul Gauzès. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS